

29 août 2000, Manitoba

Allocution à l'occasion du caucus libéral à Winnipeg

Je tiens à remercier John et nos députés du Manitoba pour l'organisation de cette merveilleuse rencontre. Tout est parfait. Vous avez même prévu du beau temps. Nous en avons tous besoin en cette fin d'été. Je suis ravi de vous retrouver tous ici à Winnipeg aujourd'hui, parce que le moment est très bien choisi pour tenir un caucus. En effet, vous savez tous que nous avons un programme très chargé devant nous à la rentrée. Un vrai programme libéral. Un programme axé sur l'avenir.

À la réunion des premiers ministres en septembre, notre objectif sera de prendre des mesures décisives en vue de préserver et de moderniser notre régime public d'assurance-maladie pour le 21^e siècle qui commence. D'établir un cadre relatif au développement de la petite enfance en tant que priorité pour tous les gouvernements. De nous entendre sur un nouveau programme d'infrastructures fédéral-provincial-municipal en vue de doter le Canada d'équipements économiques et écologiques modernes.

Plus tard cet automne, nous poursuivrons la promotion des échanges dans le cadre d'une nouvelle mission d'Équipe Canada en Chine. Et nous nous préparons en vue d'un budget qui accélérera les baisses d'impôt annoncées, en particulier pour les familles des travailleurs et les Canadiens à revenu moyen. Par exemple, entre le moment où nous avons commencé à réduire les impôts en 1998 après avoir éliminé le déficit et la fin du plan de réduction des impôts annoncé dans le plus récent budget de Paul, la famille à deux revenus totalisant 60 000 \$ par année aura vu ses impôts fédéraux diminuer de 35,6 %, c'est-à-dire de 6 400 \$ à 4 100 \$, une économie de 2 200 \$. Et ce n'est là qu'un exemple du plan que nous avons commencé à mettre en œuvre. Notre politique vise à réduire les impôts des Canadiens à revenu faible ou moyen. Et non à instaurer un impôt uniforme pour les revenus les plus élevés.

Pour accomplir la tâche de bâtir notre avenir commun, nous pouvons compter sur l'équipe la plus talentueuse et créative à la Chambre des communes. Une équipe très animée qui a beaucoup de choses à dire. Une équipe véritablement nationale dont les membres proviennent de toutes les régions du pays. Nous avons tous – sénateurs et députés – traversé beaucoup d'épreuves ensemble. Nous avons mené beaucoup de combats ensemble. Et nous avons remporté beaucoup de victoires ensemble. Mais il nous reste encore des combats à mener et des victoires à remporter.

Et c'est pour cette raison que nous sommes venus ici à Winnipeg. Afin de préparer la campagne qui nous conduira à notre troisième gouvernement libéral majoritaire de suite! La plupart d'entre vous sont arrivés à Ottawa en 1993. Vous vous souvenez très bien de la situation désastreuse qui régnait. Vous vous souvenez du sentiment de désespoir que ressentaient tous les Canadiens. Comme les choses ont changé en sept ans! Aujourd'hui, les Canadiens sont plus optimistes qu'ils ne l'ont été depuis des décennies.

Nous connaissons une croissance économique soutenue, qui a été accompagnée par la création de 2 000 000 de nouveaux emplois. Le Canada est sur la bonne voie. Et les Canadiens veulent continuer de progresser dans cette bonne voie. Notre parti a présenté

quatre budgets équilibrés de suite et a aussi réduit la dette. Comme vous le savez, nous avions un déficit de 42 000 000 000 \$. Nous l'avons éliminé. Nous avons fait fondre la dette de 25 000 000 000 \$ au cours des quatre dernières années. Mais nous n'avons pas cessé de penser aux plus démunis dans notre société. C'est pourquoi aujourd'hui le niveau de chômage est à son plus bas depuis 25 ans.

Notre parti est le parti des familles et des enfants. Le parti qui a mis en place la Prestation nationale pour enfants. Notre parti est celui de la nouvelle économie. Le parti qui a branché toutes les écoles canadiennes. On pourrait parler du réseau Rescol. Des bourses du millénaire. De la Fondation canadienne pour l'innovation. Des Chaires d'excellence en recherche du 21^e siècle. Et des Instituts de recherche en santé du Canada. Ce sont toutes des réalisations du gouvernement libéral. Quelqu'un disait ce matin dans le journal que nous avons été trop modestes. En venant dans l'avion, je lisais un article qui pourrait vous intéresser. Vous savez que nous avons créé 2 000 nouvelles chaires d'excellence. Or, cet article paru dans un magazine britannique de Cambridge, au Royaume-Uni porte sur les initiatives annoncées par le Royaume-Uni pour attirer des cerveaux et je cite : « Une poignée d'éminents chercheurs pourraient bientôt aller chercher des salaires dans les six chiffres pour vivre et travailler dans le Royaume-Uni ». Et ils ont créé 50 chaires. La population de la Grande-Bretagne est presque le double de celle du Canada. Au Canada, nous avons été modestes en créant 2 000 chaires.

Parce que c'est cela que nous voulons. Nous voulons placer le Canada au premier rang. Vous savez, vous n'entendez pas cela de la part des autres partis. Ils ne parlent pas des jeunes, des entrepreneurs et de tout le reste. De l'investissement, de l'innovation et de tous ces programmes. Ils n'en parlent pas. Nous, oui. Parce que nous sommes là pour bâtir l'avenir. Mais nous avons accompli beaucoup d'autres choses aussi, bien sûr. Notre parti est celui de l'unité nationale. Et dans le parti de l'unité nationale, il était de notre devoir d'adopter la loi la plus importante qu'un gouvernement ou un Parlement ait adoptée depuis très longtemps : notre loi sur la clarté. Si nous sommes réunis ici à Winnipeg, ce n'est pas seulement pour préparer notre programme en vue du 21^e siècle. C'est aussi pour préparer la prochaine campagne électorale. L'une des campagnes les plus déterminantes de notre histoire. Une campagne où les choix présentés seront clairs comme de l'eau de roche. Une campagne où deux visions très différentes du Canada s'affronteront. Notre voie est orientée vers l'avenir. Moderne, équilibrée et reposant sur un large consensus, elle s'appuie sur un ensemble de valeurs communes et sur les principes que les Canadiens ont à cœur. C'est la voie canadienne.

À côté, il y a le train qui avance à reculons sur une voie secondaire : celui que Stockwell Day et l'Alliance réformiste – la CRAP canadienne – se plaisent à appeler le « train de la liberté ». Comme si le Canada n'était pas une terre de liberté. Comme si les Canadiens n'étaient pas libres! C'est complètement absurde! C'est une insulte à notre histoire commune! Et à nos réalisations communes. Quelle insulte aux souffrances de ceux et celles qui ont pris le vrai train de la liberté il y a 150 ans. Les esclaves qui se sont enfuis au Canada pour y vivre en liberté.

Le train de l'Alliance s'en va dans la mauvaise direction. Il recule au lieu d'avancer. Dans ce train, où il n'y a pas de sièges pour la grande majorité des Canadiens. Par contre, il y a des sièges réservés à bord pour ceux dont l'objectif avoué est de démembrer le Canada. Après

son lunch en compagnie de Brian Mulroney, M. Day – nous l'appelons maintenant Blocwell Day – a été surpris au lit avec le Bloc. Vous vous souvenez? C'était il y a quelques semaines. Il a pris la fuite le pantalon à la main. Et regardez ce qui s'est passé hier. Il n'apprendra jamais. Il a fièrement annoncé le recrutement de deux anciens députés du Bloc québécois pour représenter son parti aux prochaines élections.

Mes amis, croyez-moi, ce n'est pas une façon de diriger ce pays. L'Alliance canadienne est devenue l'Alliance contre nature. Mes amis, l'histoire nous a appris combien il est dangereux d'essayer de séduire les séparatistes. Les Canadiens n'ont qu'une question à poser à Stockwell Day : Qui sera son Lucien Bouchard? Et il en veut 40. Quant à moi, je n'en veux aucun! Il a proposé que tous les impôts soient perçus par les provinces. Vous l'avez lu, n'est-ce pas? Elles enverraient ce qui reste au gouvernement fédéral. Vous imaginez un peu Lucien Bouchard et Mike Harris et Ralph Klein envoyer une allocation chaque mois au gouvernement élu par l'ensemble des Canadiens – s'ils décident que nous avons été bien sages?

Croyez-moi, ce n'est pas une façon de diriger ce pays! En fait, c'est une vision du rôle du gouvernement du Canada que seuls le Bloc québécois et l'Alliance partagent. Quel contraste fondamental avec les idées que défendent les libéraux. Quelle profonde rupture avec le consensus modéré qui a toujours existé au Canada au sujet du rôle du gouvernement élu par l'ensemble de la population canadienne. Ceux qui croient en un Canada profondément décentralisé, où le gouvernement national ne possède aucun rôle significatif, ont leur siège à bord de ce train. Mais il n'y a pas de place à bord pour la grande majorité des Canadiens.

Ce n'est pas une façon de diriger ce pays! Il y a certainement un siège à bord de ce train-là pour ceux qui s'opposent à l'impôt progressif sur le revenu. Il y a de la place pour ceux qui pensent qu'il faut donner plus d'argent aux riches et pas aux familles des travailleurs et aux Canadiens à revenu moyen. C'est pour cela qu'il veut instaurer un impôt uniforme. Le même taux d'imposition pour les riches que pour les familles des travailleurs et les Canadiens à revenu moyen. Le rêve des millionnaires et le cauchemar de tous les autres!

Notre gouvernement – Paul dans son dernier budget – a annoncé un plan qui sera mis en œuvre d'ici quatre ans. En fait, nous avons commencé il y a trois ans. La différence par rapport à ce que nous proposons c'est qu'avec l'impôt uniforme, un contribuable qui gagne 200 000 \$ par année, par exemple, économisera davantage : 22 000 \$ par année. Celui qui gagne 500 000 \$ économisera 62 000 \$. Et un millionnaire, ou quelqu'un qui gagne 1 000 000, économisera 130 000 \$. Vous pensez que c'est une façon de diriger un pays?

Vous savez, les plus privilégiés dans une société civilisée doivent partager avec les autres. C'est cela qu'on nous a enseigné. Dans la bible de l'Alliance, il n'y a qu'un seul commandement : Tu ne feras pas payer plus d'impôt aux riches qu'à la famille moyenne du Canada. Ce n'est certes pas une façon de diriger ce pays, mes amis! La Charte des droits et libertés est précieuse pour les Canadiens. Elle s'appuie sur un très vaste consensus à l'échelle du pays. Elle représente une valeur fondamentale pour l'ensemble des Canadiens. Et le Parti libéral la juge primordiale. Surtout le chef du Parti libéral, parce que j'étais le ministre de la Justice quand la Charte des droits a été présentée et débattue à la Chambre des communes.

Or, en tant que ministre au sein du gouvernement albertain, Stockwell Day a exhorté son

gouvernement à ne pas tenir compte des décisions judiciaires en faveur des droits des minorités et à les contourner. Heureusement, Ralph Klein n'était pas d'accord avec lui. Ralph a du bon, vous savez. Alors, ceux qui s'opposent à la Charte des droits et libertés n'ont qu'à monter à bord du train de la liberté! Il y a un siège pour eux. Mais il n'y a pas de place pour le reste des Canadiens. Les majorités peuvent toujours protéger leurs propres droits. Ce sont les minorités qui ont besoin de la protection d'une Charte des droits et libertés.

Les personnes accusées d'un crime qu'elles n'ont pas commis n'ont pas leur place à bord du train de la liberté. En fait, elles pourraient devoir carrément renoncer à leur liberté. Parce qu'il se dit fatigué de ce qu'il prétend être les appels « interminables » que permet notre système de justice pénale. Nous savons que l'erreur est humaine et que les tribunaux peuvent se tromper. Allez donc demander à David Milgaard, à Guy Paul Morin ou à Donald Marshall si les possibilités d'appel sont trop nombreuses dans notre système. Je dois vous dire que l'un des moments de ma vie publique dont je suis le plus fier c'est celui où j'ai lu le dossier sur Donald Marshall comme ministre de la Justice. J'ai adressé une demande sans précédent à la Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse pour qu'elle réexamine ce dossier. Et enfin, après de longues années en prison, Donald Marshall a été libéré. C'est pour cela qu'il nous faut un système de justice au Canada.

Les partisans de la National Rifle Association ont une place en première classe à bord du train. Quant aux partisans du contrôle des armes à feu, il n'y a aucune place pour eux. Il n'y a pas de place pour ceux qui, comme l'Association canadienne des chefs de police, croient qu'un contrôle efficace des armes à feu rend nos communautés plus sûres. Mes amis, ce n'est pas une façon de diriger ce pays quand on sait qu'au Canada on dénombre cinq fois moins de meurtres par arme à feu qu'aux États-Unis. Il ne faut pas oublier que ces mesures protègent les gens qui circulent dans la rue. Ceux qui s'opposent à la liberté de choix pour les femmes ont un siège à bord du train de la liberté. Les libéraux croient à la liberté de choix pour les femmes. Quant à lui, il veut diviser les Canadiens en tenant un référendum national sur ce droit. Il veut rompre la paix sociale qui règne au Canada depuis la décision de la Cour suprême sur cette question en 1988.

Mes amis, ce n'est pas une façon de diriger ce pays! Les Canadiens de l'Atlantique n'ont pas leur siège à bord du train. Le mécanicien pense qu'ils sont trop paresseux pour arriver à temps à la gare. Les jeunes entrepreneurs n'ont pas leur place à bord de son train. Il ne les mentionne même pas. Quand il parle des jeunes, il ne parle que des jeunes contrevenants. Ce n'est pas une façon de diriger ce pays! Et maintenant il ne cesse de prêcher les vertus des votes libres à la Chambre des communes. Le Parti libéral a tenu un plus grand nombre de votes libres que tous les autres partis, mais il prêche cela maintenant. Mais il ne prêche pas d'exemple. Il y a quelques mois, des députés du gouvernement conservateur de l'Alberta voulaient pouvoir voter librement sur le projet de loi 11. Qu'a fait M. Day? Il a interrompu sa course au leadership, a provisoirement cessé de prêcher l'évangile des votes libres, est accouru à Edmonton, a dit « Paré! » et a voté avec l'ensemble des députés conservateurs, en bloc, en faveur du projet de loi 11. Ensuite, il s'est remis à prêcher les vertus des votes libres.

Ce n'est pas la façon de diriger ce pays. Quiconque croit que la formulation de la politique étrangère du Canada devrait être confiée à Jesse Helms a son siège à bord du train, toutefois. Il suffit de penser à la politique étrangère que propose l'Alliance. Par exemple, le Canada devrait songer à se retirer des Nations Unies. La Convention sur l'interdiction des

mines terrestres serait un exemple de « dilettantisme » et serait « accessoire du point de vue de l'intérêt national du Canada ». Si le parti qui prétend tenir aux valeurs familiales considère comme du dilettantisme le fait d'essayer de protéger des enfants contre l'explosion de mines terrestres, quelqu'un pourrait-il m'expliquer à quoi peuvent bien rimer toutes ces histoires de respect?

J'aimerais en profiter pour rendre hommage à un excellent ministre des Affaires étrangères : Lloyd Axworthy. Vous savez, je voyage beaucoup ailleurs dans le monde et je suis très fier de mon cabinet et de nos députés quand ils voyagent à l'étranger. Ça ouvre les yeux de tout le monde et ça fait mieux comprendre le Canada. On me dit qu'aux États-Unis, les deux tiers des représentants au Congrès n'ont pas de passeport. Ici au Canada, tous mes députés voyagent. J'ai voyagé avec eux. Ils parlent des valeurs qui nous rassemblent au Canada, et personne ne le fait mieux que Lloyd Axworthy. Vous savez, son programme d'action pour la sécurité humaine et tous les autres dossiers sur lesquels il travaille, et sur lesquels je travaille avec lui.

Nous savons que le monde a beaucoup changé. Dans le monde, aujourd'hui, il n'y a qu'une seule superpuissance, et c'est une excellente occasion pour une puissance moyenne comme le Canada de jouer un rôle. Et à ce chapitre, Lloyd Axworthy me rend très fier d'être Canadien et d'être libéral. Bref, Mesdames et Messieurs, je ne veux pas parler trop longtemps. J'ai été absent de la scène un peu, mais je veux seulement vous dire que nous sommes prêts pour des élections très bientôt! Et nous affronterons l'Alliance parce que nous avons des valeurs à défendre. Vous savez, regardez le programme de l'Alliance réformiste, ou quel que soit le nom qu'elle s'est donnée. Ils ont même tenté de vendre aux Canadiens l'idée d'un impôt uniforme.

[Steve] Forbes, aux États-Unis, a dépensé 30 000 000 \$ pour tenter de vendre cette idée aux républicains dans le Sud des États-Unis et il a récolté deux votes. Pensez-vous que nous avons peur d'aller en élection? Parce que nous allons aller en élection en parlant des valeurs canadiennes. Parlons de ce langage que les Canadiens aiment faire connaître et qui fait de nous un exemple dans le monde. Le langage de l'espoir, le langage de l'inclusion, le langage de la tolérance, le langage de la compassion et le langage du partage.

C'est pour ça que nous sommes en politique. C'est pour essayer de faire de notre pays un meilleur pays à tous les jours. Et quelle satisfaction nous avons eue au cours des sept dernières années lorsque les Nations Unies ont proclamé notre pays comme étant le pays où il fait le mieux vivre dans le monde entier. Sept années consécutives que nous sommes premiers! Pensez-vous que nous avons peur de nous présenter devant l'électorat canadien avec notre bilan? Sept années de bon gouvernement. Sept années d'équilibre budgétaire, de baisses d'impôt, de réduction de la dette. Mais à la manière libérale. La manière équilibrée de faire le nécessaire pour ceux qui sont pauvres. Pour les familles qui n'ont qu'un seul gagne-pain. Pour assurer aux enfants le minimum décent dont ils ont besoin pour aller à l'école. C'est la manière canadienne de faire les choses. Nous avons commencé à partager au moment de la Confédération. Souvenez-vous qu'en 1869, Joseph Howe voulait que la Nouvelle-Écosse se sépare du Canada parce qu'il trouvait qu'elle faisait vivre la Confédération à l'époque. Puis la prospérité s'est déplacée de la Nouvelle-Écosse au Québec et à l'Ontario puis à l'Ouest et ainsi de suite, mais je me

souviens très bien des histoires que racontaient les gens de ma propre famille. Quand mon grand-père maternel et sa famille travaillaient en Saskatchewan et en Alberta et qu'ils étaient très heureux à l'époque de voir que les Canadiens des autres régions du pays pouvaient partager.

Mesdames et Messieurs, nous commençons un excellent caucus. Nous allons préparer un excellent programme ensemble en vue d'une victoire électorale qui placera le Canada sur un bon pied pour demeurer le meilleur pays au monde au 21e siècle.

Vive le Canada!